



Asociación Suiza Cuba
Vereinigung Schweiz
Cuba
Postfach 12
CH-4314 Zeiningen

ASC/VSC
<http://www.cuba-si.ch>
Email: info@cuba-si.ch

Langue(s): Français

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL

**Exposé écrit par l'Association Suisse Cuba (ASC),
une organisation de solidarité reconnue d'utilité publique**

Thème : l'Examen Périodique Universel (EPU) de la République de Cuba, en février 2009,
au Conseil des Droits de l'Homme :
Pourquoi Cuba mérite d'être reçue les bras ouverts à l'EPU du CDH.

Deux dimensions fondamentales doivent être prises en considération pour procéder avec objectivité et vérité aux analyses sur Cuba dans le cadre de l'EPU :

- 1) – le contexte géopolitique particulièrement calamiteux imposé à l'Île par son puissant voisin, les Etats-Unis, depuis un demi-siècle ;
- 2) - malgré cet environnement politique et économique hautement défavorable, l'acquiescement honorable de l'Etat cubain de ses obligations et engagements en matière de droits de l'homme de façon à en garantir l'universalité.

1) – Le contexte géopolitique.

S'il y a un facteur de conditionnement négatif dans le processus de développement sous tous ses aspects de la société cubaine, c'est bien celui de l'agressivité permanente et du blocus économique, financier, commercial, culturel et politique imposés depuis un demi-siècle au peuple cubain par le gouvernement étasunien, un blocus devenu avec le temps extraterritorial avec la complicité de nombreux autres Etats occidentaux, l'UE incluse depuis 1996 à partir d'une soi disant « Position commune » contre Cuba.. Washington parvint même, au moyen de son Bureau d'Intérêts à La Havane, à construire une structure subversive interne en finançant ouvertement – les crédits alloués par le Congrès US pour alimenter cette scandaleuse ingérence atteignent dernièrement des chiffres colossaux de plusieurs dizaines de millions de dollars – une cinquième colonne à son service, composés de mercenaires convertis en « dissidents » par les médias internationaux et utilisés honteusement par Washington pour faire croire à l'existence à Cuba d'une « opposition » réprimée dont on viole la liberté d'expression.

Les dégâts sont si considérables¹ qu'ils peuvent parfaitement être assimilés à un véritable génocide, accompagné souvent par des activités franchement terroristes colportées depuis le territoire même des USA, plusieurs milliers de citoyennes et citoyens cubains en ayant fait les frais de leur propre vie durant ce dernier demi-siècle sans que jamais bien sûr le moindre procès puissent être intenté contre les auteurs de tels crimes.

Les raisons imaginaires de cette agressivité obsessionnelle ? Elles furent différentes, selon le moment historique. D'abord accusée à tort pendant la guerre froide, et jusqu'à l'effondrement du camp socialiste, d'être un satellite de l'URSS à deux pas des côtes de la Floride, c'est à dire un danger

¹ Lire sous: <http://www3.itu.int/MISSIONS/Cuba/infbloqueo08e.doc>

incalculable pour la sécurité des USA, Cuba devint par la suite et jusqu'à présent encore, toujours à tort, la dictature par excellence où les droits humains sont systématiquement violés comme nulle part ailleurs, et où la démocratie brille par son absence. Cuba est la seule nation non seulement du continent américain mais du monde entier à devoir continuer de souffrir une telle guerre larvée non déclarée, et ceci malgré 16 résolutions successives de l'AG de l'ONU (entre 1992 et 2007) exigeant la levée immédiate et sans condition de cette infâme agression qu'est la blocus US. Et comble d'hypocrisie, malgré les violations manifestes du Droit International mais aussi des droits humains universels du peuple cubain tout entier condamné à subir des privations et des agressions de toutes sortes, celle d'être réduit par la famine incluse, et interdit de relations normales avec le peuple étasunien, le gouvernement de Washington n'a jamais fait l'objet de la moindre condamnation de la part de la mal nommée Communauté Internationale, servilement soumise aux diktats de ce gouvernement qui continue de se comporter comme s'il était le maître du monde.

Le caractère insoluble de cette désastreuse situation parvient même à rendre inatteignables, en ce qui concerne Cuba et les USA, deux des six objectifs fondamentaux de l'EPU adoptés par le CDH dans sa Résolution 5/1 le 18 juin 2007. En effet, pour l'heure le gouvernement US continuera de ne pas permettre en ce qui concerne Cuba « *la mise en commun des meilleures pratiques entre les Etats et les autres parties prenantes* » - objectif (d) - ; ni favorisera pour Cuba « *le soutien à la coopération pour la promotion et la protection des droits de l'homme* » - objectif (e).

Responsable direct et toujours impuni de cette insupportable situation copieusement banalisée encore aujourd'hui au niveau des pouvoirs et des médias internationaux, Washington ne s'est cependant pas encore rendu compte qu'il est en train de perdre résolument et définitivement la partie face à un peuple, uni comme aucun autre, disposé non seulement à résister à son hostilité et ses agressions, mais surtout à poursuivre la construction de cette société socialiste pleine de justice sociale et de solidarité humaine qui ne fut rien d'autre que la raison d'être de la Révolution triomphante un 1^{er} janvier 1959, et qui un demi-siècle plus tard continue de rassembler l'immense majorité des citoyens cubains.

2) - l'acquittement de l'Etat cubain de ses obligations et engagements en matière de droits de l'homme de façon à en garantir l'universalité.

Comment expliquer l'incroyable résistance du peuple cubain et de son gouvernement à cette hostilité obsessionnelle de Washington de tout faire, et dans la plus insolente illégalité, pour non seulement détruire son système de gouvernement, mais aussi pour intervenir directement dans les affaires intérieures de ce pays dont l'indépendance et la souveraineté ne devraient faire de doute pour personne ?

Les raisons sont multiples, mais la principale n'est autre que l'implication directe et consciente de la majorité des citoyens, à partir de la mise en place d'une démocratie du peuple, par le peuple et pour le peuple, dans le processus de transformation radicale de la société de classes moyenâgeuse héritée du régime de Batista. Cette majorité est parvenue au cours des dernières décennies à briser le joug :

- de l'analphabétisme,
- de la famine et de la misère,
- du racisme institutionnel,
- de la discrimination de la femme,
- du népotisme et de la corruption politique,
- des assassinats et disparitions politiques,
- du chômage chronique, de l'insalubrité,
- et de la domination étrangère en matière d'idéologie ;

mais aussi à promouvoir :

- un système politique qui est l'expression de la volonté populaire, un système qui permet à tout un chacun non seulement d'être le sujet du pouvoir politique mais aussi d'être le bénéficiaire et le co-propriétaire du patrimoine, des richesses et des moyens fondamentaux de production de la nation ;
- le développement d'un projet de justice sociale et de solidarité citoyenne, qui repose sur deux piliers fondamentaux : l'éducation – « *être cultivé pour être libre* »² - et la santé publique universellement et gratuitement mises à disposition de tous les citoyens quelque soit leur revenu, une réussite sociale reconnue internationalement par plusieurs organismes onusiens comme par exemple l'UNESCO, et même la Banque Mondiale, ce qui n'est pas peu dire ;
- la construction d'un pôle de solidarité internationale envers de nombreux peuples du Tiers Monde, en particulier africains et latino-américains condamnés depuis des siècles à ne connaître que le sous-développement et la pénurie, avec la mise à disposition de professionnels cubains de la santé, de l'éducation, et de bien d'autres domaines de l'activité sociale et économique. En matière de santé, Cuba fait mieux et plus que l'OMS sur toute la planète.

Cuba mérite d'être reçu à bras ouverts à l'EPU du CDH.

Si malgré l'environnement géopolitique particulièrement hostile et désastreux auquel elle a été soumise au cours de ce dernier demi-siècle, la nation cubaine est parvenue à atteindre les niveaux de développement social et humain qu'on lui connaît et qui font figure d'exemples pour le reste du monde, pour le sous-développé bien sûr, mais aussi pour l'autre, que n'aurait-elle pu atteindre si elle avait eu l'occasion de jouir de relations de voisinage et internationales normales dans le respect mutuel, la confiance et la coopération ?

Répondre à cette question c'est bien sûr mettre le doigt sur le problème fondamental à résoudre :

→ en finir une fois pour toutes avec le blocus et exiger le rétablissement de relations diplomatiques normales et respectueuses des Etats-Unis avec Cuba, des relations maintes fois demandées par le gouvernement cubain, et permettre ainsi à celui-ci de poursuivre avec plus de possibilités son combat pour la pleine jouissance des droits humains universels pour tous les membres de son peuple.

Compte tenu de ces vérités incontournables,

l'Association Suisse Cuba,

demande au Conseil des Droits de l'Homme que, dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU), l'Etat cubain soit non seulement reçu à bras ouverts, mais que ses succès en matière de démocratie participative et de développement humain universel de ses citoyens, soient reconnus et donnés à connaître le plus largement possible.

Genève, 28 août 2008

Pour l'Association Suisse Cuba,
Son coordinateur national
Samuel Wanitsch, e-mail: info@cuba-si.ch

Contact à Genève:
Raymond Muller, e-mail : geneve@cuba-si.ch

² devise de José Martí, maître à penser du processus révolutionnaire cubain depuis le 19^{ème} siècle.